

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 16 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ALSTOM IBRE**

5 rue Henri Cavallier  
89100 SAINT-DENIS-LES-SENS

Références : 230130  
Code AIOT : 0025500071

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement IBRE implanté 5 rue Henri Cavallier 89100 SAINT-DENIS-LES-SENS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSTOM IBRE
- 5, rue Henri Cavallier 89100 SAINT-DENIS-LES-SENS
- Code AIOT : 0025500071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IBRE est une filiale du groupe ALSTOM. Elle emploie 37 personnes. Elle est autorisée à exploiter une fonderie de capacité de production de 12 tonnes par jour et une installation de revêtement métallique par étamage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques
- Installations électriques
- Dispositif de protection contre la foudre
- Registre déchets
- Isolement dans les milieux
- Entretien du séparateur d'hydrocarbures
- Rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La société a réalisé un entrepôt de stockage suite à la dernière inspection. Une étude foudre devra intégrer ce bâtiment.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Dispositif de lutte contre la foudre - Etude foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 3.2.4, 9.1.1 et 9.2.1.1	/	Sans objet
3	Installations électriques	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.3.3	/	Sans objet
5	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
6	Isolement dans les milieux	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.2.4.2	/	Sans objet
7	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.3.3	/	Sans objet
8	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.3.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les préconisations de l'étude foudre n'ont pas été prise en compte (installation d'un paratonnerre). Compte tenu de l'activité de la société, ce point reste prioritaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2006, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubriques :  2551.1 = A = 12 t/j  2567 = A = étamage  195 = D = 4 tonnes  1180.1 = D = 256 l  1432.2.b = D = 98.75 m <sup>3</sup>  2560.2 = D = 229 KW  2564.3 = D = 50 l  2575 = D = 42 KW  2910 A 2 = D = 0.78 MW  2920.2.b = D = 114 KW  2921.2 = D = 1.2 MW  2940.2 = NC = 3.5 Kg/j
<b>Constats :</b> Un porter à connaissance (PAC) a été envoyé à l'inspection le 09/12/2021 pour mettre à jour la situation administrative du site. De plus, une déclaration de changement de nom de la société a été adressée le 20 juillet 2020. A noter qu'un nouveau directeur a pris ses fonctions en novembre 2022. L'inspection actera, par courrier séparé, la mise à jour de la situation administrative du site ainsi que le changement du nom de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2006, article 3.2.4, 9.1.1 et 9.2.1.1											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :											
<table><tr><th>Concentrations instantanées en mg/Nm<sup>3</sup></th><th>Conduit n° A1</th><th>Conduit n° A2</th></tr><tr><td>Poussières</td><td>-</td><td>10</td></tr><tr><td>Métaux et leurs composés (exprimés en Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V et Zn)</td><td>5</td><td>-</td></tr></table>			Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n° A1	Conduit n° A2	Poussières	-	10	Métaux et leurs composés (exprimés en Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V et Zn)	5	-
Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n° A1	Conduit n° A2									
Poussières	-	10									
Métaux et leurs composés (exprimés en Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V et Zn)	5	-									
<b>Constats :</b> Le rapport des rejets atmosphériques du 26/01/2023, établi par Bureau Veritas, a été présenté à l'inspection. Deux points de rejets font l'objet d'analyse :  1 - Four à induction électrique (fusion) => Point A1  2 - Grenailleuse => Point A2  Les résultats pour A1 et A2 sont conformes.  La fréquence de contrôle annuel est respectée.  Toutefois, il est recommandé de bien préciser sur le rapport d'analyse de Bureau Veritas que la grenailleuse correspond au rejet A2.											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet											

### N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2006, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques - Mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.  La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.  Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.  Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court circuit.  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le certificat Q18 du 09/11/2022. 3 remarques sont annotées, dont une qui n'a pas fait l'objet de traitement. L'exploitant indique un problème récurrent de défaut d'isolement, qui incombe, à priori à la société voisine, compte-tenu du réseau électrique commun aux deux sites.  L'exploitant déclare prendre systématiquement en compte les remarques pour traitement par un prestataire. Le suivi est réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Etude foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> L'étude technique foudre du 17 septembre 2018 a été présentée. Il en résulte que le bâtiment fonderie doit être protégé par un paratonnerre. Ce dispositif n'est toujours pas installé.  Par ailleurs, la construction du nouveau bâtiment qui abrite les bennes, requiert la révision de l'analyse du risque foudre et éventuellement l'étude technique foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Registre déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <b>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</b> - la date de l'expédition du déchet ;  <b>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</b> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m <sup>3</sup> ;  <b>c) Concernant l'origine du déchet :</b> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;  <b>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</b> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement ;  <b>e) Concernant la destination du déchet :</b> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.  <b>Constats :</b> Un registre des déchets par ordre chronologique de sortie, mis en place depuis 2018, a été présenté par l'exploitant. Ce registre est conforme à la réglementation. Toutefois, il est recommandé de distinguer les déchets dangereux, dans le code déchet, par un astérisque. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier de la déclaration GERE au titre de l'année 2022, compté-tenu de la production de plus de 2 tonnes de déchets dangereux par son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Isolement dans les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement dans les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b> Une vanne d'isolement est présente, une consigne de fonctionnement a été présentée à l'inspection. Le dispositif est actionnable manuellement.</p> <p>Un panneau indiquant "point de fermeture eaux incendie - Vanne à fermer par les pompiers" est apposé à proximité de la vanne. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de savoir actionner cette vanne même en l'absence des pompiers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Entretien du séparateur d'hydrocarbure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien séparateurs d'hydrocarbures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux doivent permettre de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition ...).</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution.</p>
<p><b>Constats :</b> L'entretien des séparateurs d'hydrocarbures est réalisé par la société MARTIN ENVIRONNEMENT, tous les ans.</p> <p>Une alarme est mise en place pour indiquer quand le séparateur est plein ou lorsque qu'il y a une fuite.</p> <p>Un BSD est présenté et est dûment rempli.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2006, article 4.3.9											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets effluents											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.											
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>50</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>5</td></tr><tr><td>Métaux totaux</td><td>1</td></tr></table>		Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)	MES	35	DCO	50	Hydrocarbures	5	Métaux totaux	1
Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)										
MES	35										
DCO	50										
Hydrocarbures	5										
Métaux totaux	1										
<b>Constats :</b> L'exploitant a pris en compte les remarques issues de la dernière inspection du 15/02/2018. L'évaluation du paramètre couleur a été intégrée à la campagne d'analyse des eaux pluviales.  Le rapport d'analyse du 30/03/2022 a été présenté à l'inspection. Le point L1 est conforme et inclut le paramètre couleur. Toutefois, les résultats du point R2 montre un dépassement des seuils :  - R2 => MES à 65 mg/l au lieu de 35 mg/l  - Hydrocarbures => 6.8 mg/l au lieu de 5 mg/l  L'exploitant indique que ce point de rejet est alimenté par la société voisine (réseau commun). Une recherche de solution est en cours.											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet											